

REFUSONS LES AMALGAMES, RESISTONS A LA PEUR ET DEVELOPPONS LA SOLIDARITE

RESISTANCE

Oser la fraternité

Avec l'instauration de l'État d'urgence, et dans le contexte baptisé "crise migratoire", l'année 2016 a en effet été marquée par une recrudescence des poursuites visant à empêcher l'expression de la solidarité envers les migrants, les réfugiés, les sans-papiers... Au-delà, c'est le soutien à l'ensemble des personnes étrangères qui tend à devenir suspect, l'expression de la contestation des politiques menées qui est assimilée à de la rébellion et au trouble à l'ordre public. Dès le mois de juin, a été publié un dossier pédagogique "Accueil de l'étranger" pour aider chacun d'entre nous à mettre en œuvre l'hospitalité au plus près du terrain. Puis, la campagne "Osons la fraternité : accueillons les étrangers !" a été lancée en collaboration entre l'ACAT, le Conseil national de l'Église protestante unie et JRS, Service jésuite des réfugiés. De multiples formations ont été organisées. Sur le plan du plaidoyer, l'ACAT, par un appel commun de la Coordination française pour le droit d'asile, dont elle est membre, a appelé le gouvernement français à prendre la mesure des réformes d'ampleur indispensables pour mettre un terme à la situation désastreuse d'hommes, de femmes et d'enfants qui, après les violences ou la persécution à l'origine de leur départ et les dangers de l'exil, doivent subir des conditions de vie indignes dans notre pays.

Être d'avantage présents et agissants

Dès novembre 2016, les groupes locaux de l'ACAT ont pris part au premier volet de la campagne "Osons la fraternité : accueillons les étrangers !", qui consistait à former des collectifs de réflexion et de sensibilisation au niveau local. Les objectifs : montrer que nous sommes nombreux à nous préoccuper des conditions d'accueil des étrangers en

France et en Europe, et rappeler l'impératif de respecter leurs droits fondamentaux, dont le droit d'asile. Dans l'idée de résister aux discours politico-médiatiques hostiles aux étrangers, l'ACAT a choisi de plaider en faveur d'une politique migratoire et d'accueil respectueuse des droits de l'homme. Les collectifs, également appelés "pôles de résistance", ont tout d'abord échangé et partagé leurs préoccupations, réflexions et propositions. À partir de là, ils ont construit un discours commun sur lequel ils doivent s'appuyer pour interpeller leurs élus.

Défendre le droit d'asile

Depuis une quinzaine d'années, la défense du droit d'asile fait partie intégrante du mandat de l'ACAT. Nombre de victimes, pour lesquelles nous nous mobilisons, sont en effet contraintes de prendre un jour les routes de l'exil pour chercher asile dans un autre pays. Parmi les raisons qui obligent ces personnes à fuir, on retrouve notamment des situations de conflit armé, des persécutions politiques ou religieuses, des risques de torture, mais aussi des violences sexuelles et basées sur le genre. Leur droit fondamental à obtenir une protection en France doit être ardemment défendu. Il se traduit par la possibilité concrète et égale de tous les demandeurs d'asile de s'exprimer, d'être écoutés et compris dans leurs craintes de persécutions. Pour cela, l'ACAT agit en accompagnant les demandeurs d'asile et en menant des actions de plaidoyer auprès des institutions locales, nationales et internationales. En 2016, l'ACAT a encore été un témoin direct de trop de procédures bâclées, de demandeurs d'asile rudoyés par l'administration et de la grande détresse de ces personnes.

Pour une France terre d'accueil et de libertés !

La France fait face à de réels défis en matière de sécurité, d'accueil des réfugié.e.s ou de crise économique. Mais en prétendant y répondre, de nombreux responsables politiques adoptent une rhétorique de la peur et du rejet de l'autre, qui remet en cause les droits de tous et stigmatise des groupes entiers de la population.

Le débat électoral a des incidences directes sur le respect et les garanties qui seront apportées à nos droits. Nous devons dès à présent adresser un message fort et clair à la personne qui occupera la présidence de la République française les 5 prochaines années.

Le respect des droits humains de tous est la condition d'une société libre et juste dans laquelle chacun peut vivre en sécurité et dans le respect de sa dignité.

Nous voulons une France qui protège les droits de toutes et de tous. Nous voulons une France terre d'accueil et de libertés.

Ces dernières années en France, des droits essen-

tiels ont été remis en cause et certains groupes de la population ont été stigmatisés, dans les discours de responsables politiques et dans la pratique des institutions : cela s'est notamment traduit par la pérennisation de pouvoirs d'exception au nom de la lutte antiterroriste, et un accueil indigne des réfugié.e.s.

Le préambule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen énonce " que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements ". La remise en cause des droits humains s'attaque à nos valeurs, notre histoire, et nos engagements internationaux, alors qu'ils constituent la clé de voûte d'une société qui garantit la sécurité et la dignité de tous.

Merci de votre mobilisation !

*Sylvie Brigot-Vilain, Directrice Générale
d'Amnesty International France - 20 avril 2017*

L'appel des chrétiens en faveur des migrants

L'association Confrontations, soutenue par 14 organisations, a demandé aux candidats à la présidentielle de "relever le défi de l'accueil".

"Une politique d'accueil (des migrants) digne de ce nom n'est pas compatible avec le harcèlement, l'intimidation ou la répression des personnes étrangères les plus précaires (...) La tâche est exigeante : assurer un accueil digne, traiter avec célérité et justice les demandes d'asile, stabiliser et sécuriser le droit au séjour, protéger les plus vulnérables (mineurs non accompagnés, femmes seules, malades), respecter le droit de vivre en famille."

Par ces mots, l'association d'intellectuels chrétiens Confrontations a lancé samedi 25 mars un appel aux candidats à l'élection présidentielle, un mois avant le premier tour. Son souhait ? Que ceux qui prétendent aux plus hautes fonctions politiques ravivent, à l'égard des migrants, les valeurs d'"hospitalité" et de "fraternité" qui fondent la République.

Des "droits fondamentaux universels" foulés aux pieds

Il y a urgence. C'est en tout cas ce qui ressortait, samedi, du colloque organisé par Confrontations à Paris. Devant près de 200 personnes, chercheurs, hauts fonctionnaires, militants associatifs, mais aussi le défenseur des droits se sont ainsi retrouvés sur le constat d'une "régression". La présidente de la Cimade, Geneviève Jacques, a pour sa part évoqué "le parcours du combattant au pays de Kafka", auquel de nombreux migrants sont condamnés, notamment en raison de la dématérialisa-

tion des démarches. Les intervenants ont aussi fait l'amer constat d'un renversement des valeurs.

La dangereuse distinction entre "bons" et "mauvais" migrants

Dans un autre registre, Jean-Christophe Dumont, de l'OCDE, a reconnu que certains faits devenaient "de moins en moins audibles", comme le constat - pourtant étayé par des études à grande échelle - que "si l'immigration est bien gérée, elle est positive du point de vue économique, à moyen et long terme". De son côté, François Gemenne, du Centre de recherches internationales de Sciences-Po, a dénoncé la distinction persistante entre "réfugiés politiques" et "migrants économiques". Pour le chercheur, non seulement cette dichotomie est inopérante pour appréhender la réalité des migrations actuelles - bien plus imbriquées et complexes -, mais aussi dangereuse car elle sous-entend qu'il y aurait de "bons" et de "mauvais" migrants. Sans minimiser ces défis, Pascal Brice, le directeur général de l'Ofpra - Office français de protection des réfugiés et apatrides -, a rappelé que la "solidarité (était) aussi une réalité". Il a ainsi évoqué ces "élus qui tiennent bon pour ouvrir un centre d'accueil", le travail des préfets, des associations de terrain, etc. "Je continue à croire, a-t-il poursuivi, qu'il existe en France un consensus social autour du droit d'asile." Un droit qu'il a appelé à chérir comme un "trésor".

Marine Lamoureux, La Croix - 27 mars 2017

Pour lire l'appel : www.confrontations.fr

France, protéger les migrants les plus vulnérables

Le centre humanitaire de la Chapelle, dispositif de l'Etat et de la ville de Paris, a ouvert ses portes en novembre 2016. En deux mois, il a permis de mettre à l'abri plus de 3000 personnes dans des structures d'accueil. Mais ses capacités d'hébergement ne suffisant pas et des centaines de migrants dorment dehors, exposés au froid et aux interventions policières.

Hassan vient d'Afghanistan. Il est arrivé à Paris début janvier. " Ma priorité c'est de trouver un lit pour dormir. Les 10 premiers jours, je n'avais rien. On a monté quatre parois et un toit avec des barrières. On a utilisé des vêtements et des couvertures. Quand tu dors dehors, la police intervient. Elle nous envoie des gaz lacrymogènes dans les yeux. Nous n'avons nulle part où aller. Il fait trop froid ", explique-t-il. Les violences policières dont il a été victime ne sont pas un cas isolé.

Les équipes médicales et les associations travaillant auprès des migrants ont été témoins d'actions de plus en plus systématiques menées par la police pour disperser les campements sans mise à l'abri des personnes. " En plein cœur de l'hiver, les pouvoirs publics devraient être en mesure de fournir des places d'hébergement à tous les migrants, en urgence. Au lieu de quoi les forces de l'ordre confisquent leurs couvertures ou les obligent à

rester debout dans la file d'attente du centre humanitaire de la Chapelle pendant des heures, dans une tentative dérisoire de soustraire cette population en détresse à la vue du public. Ce déni de réalité par la violence doit cesser ", commente Corinne Torre, coordinatrice du programme auprès des migrants.

Depuis décembre dernier, MSF offre des consultations médicales dans une clinique mobile dans le quartier de la Chapelle à Paris. Face à la saturation du centre humanitaire et au froid persistant, MSF a décidé de mettre à l'abri les migrants les plus vulnérables, mineurs isolés et familles avec enfants, dans des chambres d'hôtels louées pour plusieurs jours. " Après huit ans de terrain à l'étranger, je suis revenue en France. C'est une situation absolument incroyable que j'ai découverte en arrivant à Paris. Je suis soulagée que MSF soit impliquée dans l'accompagnement des migrants en France, tout le monde semble unanime sur le fait qu'on doit continuer à faire quelque chose. C'est très bien. Heureusement que certains citoyens sont très impliqués et font beaucoup auprès de ces personnes qui dorment dehors ", conclut Corinne Torre.

MSF infos, mars-avril 2017

Le sursaut citoyen en France

Un groupe constitué notamment par les organisations CRID, CCFD-Terre Solidaire, Emmaüs international, Hackers Ouverts, VoxPublic, OCU, JRS France, Utopia, Réfugiés Bienvenue, France Libertés, RCI, Cimade, P'tits déj à Flandres, Paris d'Exil/CPSE, COPAF, CEEL et des dizaines de collectifs locaux, rassemblant des centaines d'organisations, associations, et initiatives citoyennes, lance une grande action de communication. Il a construit une cartographie inédite de près de 1000 initiatives de soutien aux migrant.e.s (mis en ligne sur www.sursaut-citoyen.org) Cet outil, qui fait aussi annuaire, a été élaboré de façon participative, par et pour les collectifs qui se mobilisent partout en France. Pour la Touraine, il a recensé dix associations citoyennes actives et en première ligne, mais il en manque bien d'autres comme le Cercle de Silence, RESOME, RESF, la Table de Jeanne Marie, la Maison de Saint Martin, DNSI... Tous ces collectifs s'appuient sur des dizaines de partenaires impliqués dans la défense des étrangers, des pauvres et des sans-abri. Le Sursaut citoyen souhaite, avec l'ensemble des

acteurs engagés, faire une démonstration forte que la France n'est pas un pays synonyme de fermeture des frontières et de mépris des droits de l'Homme, mais un pays d'accueil qui s'appuie sur le dynamisme d'une population déterminée à accueillir les migrant.e.s.

Dans toutes les régions de France, des Hauts-de-France à la vallée de la Roya, en passant par la Touraine, depuis longtemps, des centaines d'initiatives citoyennes ont émergé de manière spontanée et couvrent un large spectre d'actions. Celles-ci vont de l'accueil sans condition et du refus des expulsions jusqu'à la complète insertion, touchant tous les domaines (survie, hébergement, logement, soins, formation, scolarisation et droit au séjour...)

Face aux discours xénophobes et de repli identitaire qui gangrènent l'actualité politique et médiatique, ce sursaut citoyen s'impose pour montrer qu'un autre visage de la France, celui d'un pays solidaire, accueillant et respectueux de la dignité et des droits des migrant.e.s et réfugié.e.s, existe déjà, ici et maintenant.

État de l'engagement citoyen à Tours

Pour ce qui concerne Tours, en ce mois d'avril 2017, fin du plan hiver, le constat le plus criant est l'impuissance permanente des services de l'action sociale locale à régler le grave problème de l'hébergement d'urgence, qui se trouve, comme

chaque année, renforcée par la fermeture des structures de mise à l'abri pour l'hiver. Le 115 qui laisse, en moyenne tous les soirs et depuis des années, 60 personnes à la rue, dont un tiers d'enfants, ne sait plus répondre aux deman-

des qui le submergent et, chaque jour, c'est aussi 60 à 70 personnes qui, demandant à être nourries, sont laissées à la charge de l'initiative privée.

Le manque permanent de 200 places d'hébergement comme la nécessité de procurer de la nourriture, dénoncés par toutes les associations d'aide aux personnes démunies de la ville depuis plus de 5 ans, ne sont pas encore pris en compte concrètement. Le prétexte budgétaire mis en avant pour justifier ces difficultés d'agir ne résiste pas à l'analyse comparative faite entre le coût de revient de la prise en charge d'une famille par l'Association Emmaüs 100 pour Un (1100 euros/mois soit 13.200 euros pour 3 ou 4 personnes) et celui d'une place en CHRS (entre 10 et 12.000 euros pour une seule place).

Si la dénonciation du manque de places d'hébergement semble être entendue et que des efforts ont été enregistrés dans la création de nouvelles places, la situation à Tours reste dramatiquement criante en particulier pour les personnes étrangères primo arrivantes, que la PADA ne peut pas accueillir et les déboutés que les CADA ne peuvent pas garder. Ce sont 30 personnes étrangères qui chaque soir sont en quête d'un logement pour la nuit et qu'il faut aussi nourrir. Le refus de prise en charge de nombreux mineurs isolés étrangers par l'ASE, qui rejette 90% des demandes, est particulièrement inquiétant surtout quand il s'agit de jeunes filles.

Face à des responsables politiques qui ne peuvent pas résoudre humainement le problème de la prise en charge des personnes pauvres, réfugiées, marginalisées et à des pouvoirs publics locaux paralysés par des influences politiques néfastes et des directives restrictives, à Tours, comme partout en France, les réseaux d'accueil des étrangers sont en plein développement et la solidarité citoyenne avec les Migrants se renforce.

A Tours, constatant une vraie urgence sociale, des centaines, voire plusieurs milliers, de citoyens bénévoles, militants et donateurs se sont mobilisés en réseaux, depuis des années, sans subvention, pour porter ce qui peut devenir un vrai projet de société solidaire, complétant l'action des services sociaux pour accueillir et accompagner, sans condition, les nombreux étrangers que ceux-ci ne peuvent pas prendre en charge. Des stratégies de rechange s'élaborent et des rapports de force se créent dans l'opinion. C'est plus de 80 associations ou organisations regroupées en une quinzaine de réseaux qui interviennent en permanence ou ponctuellement, depuis des années, pour porter assistance aux migrants en Touraine.

C'est une intervention permanente et complète qui

depuis près de 20 ans s'est progressivement mise en place et qui recouvre tous les besoins de ceux qui demandent asile et protection dans notre ville :

> accueil sans condition de tous, y compris des Mineurs Isolés et des réfugiés

> aide à la survie immédiate (nourriture et soins)

> hébergement d'urgence en hôtel ou chez des particuliers, temporaire dans des familles, pérenne en appartements ou dans les paroisses (l'effort consenti pour l'hébergement des personnes étrangères par les organisations privées est supérieur aux refus quotidiens du 115 pour l'ensemble des sans-abri : Emmaüs 100 pour Un avec 14 paroisses du Diocèse (30 + 30 personnes), Chrétiens-Migrants et son réseau de particuliers (20 personnes + 5 MIE), Maison de Saint Martin avec l'Ordre de Malte (8 personnes), soit au total, 93 personnes)

> suivi des dossiers de séjour, scolarisation des enfants, accès à l'université, à la culture et aux loisirs, paiement des taxes, défense en justice, défenses des travailleurs sans-papiers

> opposition aux expulsions

> information de l'opinion (interventions dans les média locaux, nationaux et alternatifs, groupes de réflexion et de pression).

Ce travail citoyen ne peut rester en dehors de celui que mène l'administration locale pour tenter de résoudre le grave problème des personnes sans abri dans le département et dont elle a légalement la charge avec la collaboration des sous traitants qu'elle rémunère et qui sont également partenaires de l'action bénévole.

Une coopération de l'ensemble de ces acteurs de l'intervention sociale nous semble donc urgente. Elle est possible, l'expérience de nos pratiques communes récentes en est la preuve (accueil des réfugiés chrétiens d'Orient, des déplacés en CAO, résorption du problème de l'hôtel Liberté, ...)

L'organisation rapide d'une réunion publique avec les responsables de l'administration (État, Préfecture et DDPS, Département et Villes de l'agglomération) s'impose donc d'urgence pour trouver ensemble une solution adaptée et pérenne aux problèmes récurrents de la prise en charge sociale des sans-abri à Tours.

Nous appelons à résister face au basculement vers une forme de résignation et d'indifférence.

Nous sommes angoissés car "des hommes, des femmes, des enfants, sont en situation d'expulsion, et les politiques ne s'en emparent pas", mais nous sommes aussi plein d'espoir car "des millions de Français sont engagés au quotidien pour trouver des solutions".

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, et des individus en lutte...

Prochain Cercle de silence : mardi 30 mai 2017